

SYNTHESE

« Sociologie de la contre-insurrection : dynamiques sociales de la nuisance et de l'opposition à l'action de l'Etat » (EPS n°2009/0948)

- Gilles Dorronsoro
- Christian Olsson
- Raphaël Pouyé

**Introduction**

« Les problèmes stratégiques qui se posent aux loyalistes ne peuvent se comprendre qu'une fois connue la doctrine de l'insurgé ». Comme le rappelle ici le théoricien français de la contre-insurrection David Galula, tout conflit entre un « insurgé » et un « contre-insurgé » constitue d'abord une *relation*. La « doctrine » et les « problèmes stratégiques » de l'un comme de l'autre doivent donc être lus à l'aune d'une interaction dynamique et complexe. Il est, dans ce cas, inefficace de penser la *contre-insurrection* en isolement de l'*insurrection* et vice versa.

La définition des phénomènes « insurgés » n'est d'ailleurs jamais innocente : qualifier le protagoniste d'un conflit en cours d'« insurgé » revient indirectement à attribuer une légitimité *a priori* aux autorités auxquelles celui-ci s'oppose. L'exemple de l'Irak, pourtant, incite à la plus grande prudence et doit disqualifier toute distinction ferme entre « bons » et « mauvais » insurgés.

La « contre-insurrection » elle-même ne doit pas échapper à une mise en contexte de cette nature. Parler, en 2010, d'une *Sociologie de la contre-insurrection*, c'est se placer d'emblée dans le cadre proposé par la redécouverte récente, par quelques officiers américains, des enseignements longtemps occultés de la contre-insurrection classique. Principal acquis doctrinal de l'occupation de l'Irak, elle est connue sous l'abréviation familière « COIN » et son adoption au milieu des années 2000 par les armées américaines a été présentée comme la clé du retournement de la situation sécuritaire en Irak observé lors du « *Surge* ». Pourtant, la vogue actuelle de « contre-insurrection » est un élan de *réforme interne* de l'armée américaine et de *réhabilitation médiatisée* de la Guerre d'Irak plutôt qu'un mode opératoire véritablement cohérent.

Cette étude est structurée en trois parties. Dans un premier temps, elle explore les enjeux d'une « sociologie de la contre-insurrection » en tentant de répondre au besoin de sociologie dont semble souffrir la contre-insurrection contemporaine (Chapitre I). Dans un deuxième temps, la réflexion en termes de sociologie politique est appliquée à l'analyse des enjeux concrets du conflit afghan pour voir quels peuvent en être les apports, notamment dans la compréhension des ressorts sociétaux de la guerre (Chapitre II). Dans un troisième temps, l'étude revient sur le conflit irakien et examine en quoi le « *surge* » contre-insurrectionnel est lié à la réduction de la violence à partir de 2008, et quels sont les enjeux de la transition de la contre-insurrection à la stabilisation (chapitre III).

**Chapitre I**

La « COIN » semble être devenue si populaire qu'on en aurait oublié sa raison d'être supposée : l'« *insurrection* ». En effet, si ses avocats contemporains soulignent avec justesse que « *tout est politique* » en matière de lutte anti-insurgée, rares sont ceux qui offrent une *mise à jour* du paradigme classique formulé par Mao Zedong dans les années 1930. Les préceptes de la « COIN », lorsqu'ils ne font pas l'impasse pure et simple sur la définition des insurrections, renvoient le plus souvent à des conceptions de l'adversaire largement dépassées. Entre le recyclage d'*a priori* coloniaux et orientalistes sur les « indigènes » et le recours à la théorie maoïste de la guerre révolutionnaire, la « COIN », ou « *Doctrine Petraeus* », ressemble bien souvent à une « *contre-insurrection sans insurgés* ».

Explorer une *Sociologie de la contre-insurrection* revient donc à répondre à un besoin de sociologie dont semble souffrir la contre-insurrection contemporaine. Si « *turning the loyalty of the people* » (Nagl) représente

bien l'objectif final de toute action contre-insurrectionnelle, comment y parvenir sans prendre la peine d'étudier les dynamiques complexes de mobilisation et de transformation sociale de l'insurrection que l'on combat ? Il est en effet étonnant de constater que la description du « retournement » des tribus sunnites de la Province d'Al Anbar, considéré comme le grand succès de la COIN en Irak, est très peu étudié dans ses détails sociopolitiques. Point tournant supposé de la Guerre en Irak, il demeure l'objet de vives controverses concernant tant ses causes profondes que ses conséquences de long terme sur le cours du conflit. Car il manque manifestement à la littérature de la COIN une capacité à rendre compte de l'historicité et de la variété des phénomènes insurrectionnels. Celle-ci, en décrivant avant tout l'insurrection comme un phénomène militaire, tend à occulter ce que Galula appelle « *les causes de l'insurgé* ». Pourtant, « *sociologie de la contre-insurrection* » n'est pas « *sociologie de l'insurrection* ». C'est d'abord un questionnement sur la *fabrique sociologique* des savoirs contre-insurrectionnels, et, seulement par induction, une invitation à réfléchir aux apories de la *sociologie des insurrections* telle que se la représentent les contre-insurgés contemporains.

Ainsi, plutôt que de procéder à une *approche directe* de la sociologie des insurrections, cette étude reflète l'interaction dynamique justement rappelée par Galula : c'est en s'essayant à une *sociologie* de l'objet doctrinal « *contre-insurrection* » – d'abord dans une perspective historique, puis à travers les cas irakien puis afghan – que cette étude approche « l'insurrection des contre-insurgés ». Ce n'est qu'à la suite de ceci qu'il est alors possible de proposer une grille de lecture renouvelée des phénomènes insurgés. Les outils méthodologiques d'une *sociologie de la mobilisation* permettent ainsi de tracer les contours d'un « *espace relationnel* » du conflit entre insurgé et contre-insurgé, et des mécanismes de retournements d'alliance, de radicalisation ou de désescalade de la violence, présentés désormais comme le *Graal* de toute campagne réussie.

A mi-chemin entre une « sociologie de la contre-insurrection » et une « sociologie des insurgés », il importe en premier lieu d'explorer les causes, les manifestations institutionnelles et épistémologiques, et les conséquences militaires de *l'impensé du politique* qui semble frapper la « contre-insurrection » contemporaine. Le phénomène récurrent dans l'armée américaine, de redécouverte, puis de rejet, des « guerres irrégulières » et de leur dimension politique, renseigne sur les conditions historiques d'un véritable *impensé* politique de « *l'ennemi* » irrégulier. Celui-ci s'alimente d'épisodes traumatiques comme le Viêt-Nam ou la Somalie, mais aussi d'une ignorance ou d'une fréquentation très sélective de la sociologie des conflits. Fille d'une vision tantôt coloniale, tantôt inspirée de la lecture « utilitariste » de la Banque Mondiale, tantôt néo-« maoïste », la « COIN » appelle à l'exploration d'une *Sociologie des mouvements insurgés contemporains*, en suivant les traces de ceux qui, comme David Kilcullen ou Simon Murden, ont tenté de renouveler le cadre trop étroit d'une « COIN » qu'ils ont largement façonnée. Puis, à partir du constat des limites de cette « *Counterinsurgency Redux* » (Kilcullen), c'est en renversant l'ordre d'antériorité entre passage à l'acte violent et mobilisation politique qu'il apparaît possible d'envisager l'insurrection comme un *mouvement social* – dont une caractéristique est de recourir, à des degrés variés, à l'action armée.

Ainsi, en dégagant les acteurs et les stratégies – tantôt violentes et tantôt non-violentes – à l'œuvre par exemple au Kosovo, au Timor Oriental et plus récemment au Darfour, des *répertoires* (Tilly) de l'action insurgée se dégagent et offrent des cadres renouvelés d'analyse des insurrections contemporaines. Inscrites dans une logique – plus ou moins consciente – de *transformation sociale*, ces insurrections « post-maoïstes » sont en effet, souvent, des entreprises cohérentes à *l'échelle stratégique*. Aux antipodes des « organisations politico-militaires » du paradigme maoïste, elles portent volontiers la bataille des opinions vers des *enjeux globaux de légitimité*. Formant un tableau complexe et changeant, ces insurrections d'un genre nouveau cohabitent et interagissent avec des mouvements qui semblent, par contraste, calqués sur le modèle maoïste, au Sri Lanka, au Népal et ailleurs... Enfin, il existe d'autres mouvements encore qui ont su pratiquer, comme au Rwanda ou au Soudan, une synthèse agile entre organisation « maoïste » en interne, et mise à profit de « *stratégies victimaires* » en externe, c'est-à-dire dans l'arène des médias internationaux. Se réclamer d'une lecture sociologique des phénomènes insurrectionnels, c'est prendre le parti d'une complexité et d'une plasticité rétives aux formules simplistes et incantatoires de la « COIN » qui continuent de façonner l'action contre-insurrectionnelle menée en Irak et en Afghanistan.

## Chapitre II

À partir de 2006-07, les gouvernements occidentaux ont reconnu publiquement l'ampleur de la crise afghane. Pour reprendre les propos du ministre australien de la défense, Joël Fitzgibbon, « *We are winning the battles*

*and not the war, in my view.*<sup>1</sup>» Cette prise de conscience a conduit les Etats-Unis à revoir fondamentalement leur stratégie, notamment avec l'arrivée d'une nouvelle administration en 2008 et la multiplication des *strategic reviews*. La stratégie de contre insurrection proposée par le général McChrystal à l'été 2009 est le moment décisif de cette réorientation. Conçue par une équipe sans expérience de la société afghane, la stratégie n'a pas produit les effets escomptés et, à l'été 2010, on constate une dégradation générale de la situation politique et militaire. Avec les délais imposés par le pouvoir politique, la coalition occidentale s'est enfermée dans une situation de plus en plus inextricable au point que la négociation avec les Taliban apparaît comme la moins mauvaise option à la plupart des spécialistes. La guerre menée par la coalition en Afghanistan a jusqu'ici été un échec d'autant plus dérangeant qu'il était en grande partie prévisible. La coalition a d'énormes difficultés à transformer ses pratiques, même quand les problèmes et les solutions sont connus. Deux types d'obstacles ont empêché les armées occidentales de pratiquer une guerre de contre-insurrection adaptée : des *a priori* erronés sur le pays d'une part, et une doctrine inadaptée d'autre part.

D'une part, l'échec, parce qu'il était prévisible, interroge la capacité des armées occidentales à comprendre ce type d'environnement et à tirer profit de l'expertise existante pour adopter des politiques crédibles. D'autre part, certaines erreurs sont, jusqu'à un certain point, rectifiables, ce qui peut faciliter l'inévitable phase d'*exit*. Toutefois, au-delà de la formulation d'une nouvelle doctrine, on peut s'interroger sur la capacité d'adaptation de la coalition. La coalition est une machine bureaucratique d'abord orientée vers sa propre gestion, il est vrai particulièrement complexe, et non vers la résolution de problèmes.

Dans un premier temps, il est donc essentiel d'aborder les perceptions dominantes dans la coalition à propos de la société afghane, notamment la question des tribus, de la dimension locale de la politique, le rôle de l'Etat, la nature de l'insurrection et la relation entre aide et stabilité politique. Ces obstacles cognitifs expliquent l'élaboration de politiques qui s'avèrent être systématiquement en décalage avec les réalités afghanes. Dans un second temps, la stratégie de contre-insurrection demande à être analysée, en en présentant d'abord les apories théoriques, puis l'échec de la stratégie par le Sud. Enfin, on ne peut faire l'économie d'une analyse des pratiques, à différencier de la stratégie, en ce que celles-ci sont plus stables dans le temps, plus locales et généralement peu théorisées. Une partie du problème des Occidentaux en Afghanistan est le choix de paradigmes inadaptés pour interpréter les données.

À l'automne 2009, le général McChrystal a publiquement développé sa doctrine du "*shape, clear, hold, and build*" inspirée de l'expérience irakienne et qui est depuis lors la référence officielle des armées de la coalition. Or cinq différences majeures entre les deux contextes sont à relever. 1) La guérilla irakienne est très fragmentée, avec des conflits internes très violents, alors que les Taliban sont un mouvement cohérent et relativement bien organisé (les combats avec le Hezb-i islami sont marginaux). Les éléments radicaux de l'insurrection irakienne attaquaient les fondements de l'ordre social irakien, provoquant une réaction en retour des *sheikh* sunnites. La situation est plus complexe en Afghanistan, où les Taliban sont prudents dans leurs relations avec les notables. 2) Au contraire de l'Irak, les tribus afghanes ne sont pas des unités militaires capables de s'imposer face aux Taliban. 3) La guérilla irakienne est essentiellement urbaine au contraire de la guérilla afghane, ce qui introduit des différences majeures au niveau tactique. 4) La guérilla irakienne ne dispose pas d'un sanctuaire dans un pays voisin, au contraire des Taliban qui sont soutenus par le Pakistan. 5) L'Etat irakien, même après la dissolution de l'armée, a une solidité incomparablement plus grande que l'Etat afghan.

Il faut donc souligner que cette COIN n'est pas applicable en Afghanistan, notamment parce que les phases de « nettoyage » (*clear*) ne sont pas réalisables et parce que le partenaire afghan ne peut pas prendre le relais de la coalition. Par ailleurs, le choix d'une stratégie par le Sud est un désastre. À l'encontre de l'approche classique de Clausewitz, le commandement américain utilise des forces limitées pour attaquer l'ennemi à son point le plus fort. Plus grave, un succès local dans le Sud n'entraînerait pas une défaite des Taliban alors qu'une défaite locale implique une victoire Taliban au niveau national.

Par ailleurs, la coalition, dont l'approche reflète l'incompréhension plus générale de la communauté internationale, s'est formée une image fautive de la société afghane et de l'insurrection. Des théories non testées, ou même clairement démontrées comme fausses, continuent à servir de base aux politiques menées. On peut citer en particulier le rôle attribué aux tribus et l'obsession du « local » qui entraîne la minoration systématique des aspects politiques nationaux au profit d'une vision économiste des comportements. Prendre

---

<sup>1</sup> *The Australian*, 16 décembre 2007.

mieux en compte les réseaux englobants et les logiques politiques nationales est indispensable dans l'élaboration de politiques, y compris au niveau local. Ainsi, malgré les idées reçues, l'Etat n'est pas illégitime en Afghanistan. Il y a au contraire une forte demande d'Etat. Par ailleurs, les Taliban ne constituent pas un assemblage de groupes locaux, mais une insurrection nationale avec une stratégie globale. La coalition, faute de comprendre son ennemi, a systématiquement conçu des stratégies inefficaces. Enfin, bien que dénoncé par de nombreux experts, le mythe selon lequel le développement conduit à la stabilisation politique reste un des éléments majeurs des politiques suivies.

Enfin, les pratiques de la coalition révèlent une bureaucratie paralysante, des contraintes politiques très fortes qui réduisent les capacités d'adaptation et donc les chances de succès.

### Chapitre III

L'étude de cas sur l'insurrection et la contre-insurrection en Irak, qui s'est nourrie d'une recherche de terrain de deux semaines à Bagdad et à Diwaniyah, a essentiellement mis l'accent sur l'après-« *surge* » (depuis 2009) notamment parce que c'est la séquence du conflit sur laquelle il y a eu le moins d'analyses jusqu'à présent. Cependant, plus largement, cette partie a insisté sur trois aspects: premièrement, les éléments de mise en contexte du conflit qui sont généralement minorés par les approches dominantes; deuxièmement, les mécanismes qui expliquent les évolutions du conflit concomitantes de la politique du "surge" et notamment la baisse tendancielle des niveaux généraux de violence; enfin, troisièmement, les transformations du mode d'intervention américain en Irak dans le contexte du retrait progressif des troupes occidentales depuis 2009.

Concernant le premier aspect, il apparaît que les notions d'insurrection et de contre-insurrection sont loin d'être évidents concernant le conflit irakien. Cela était en particulier le cas pendant les premières années du conflit lorsque la notion de "gouvernement légitime" était controversée. De plus les expressions de "groupes insurgés", de "milices" et de "groupes spéciaux" ont tendu à se cotoyer dans le discours militaire américain, rendant ainsi l'objet insurrectionnel on ne peut plus flou. Il est par conséquent important de souligner que le chapitre consacré à l'Irak a volontairement adopté une définition large et flexible de l'insurrection et de la contre-insurrection.

En ce qui concerne l'analyse sociologique des conflits irakiens (ou des aspects et dimensions multiples du conflit irakien), nous avons essayé de montrer que les formes de violence politique qui se sont développées en Irak après 2003 s'inscrivent et s'interprètent tous dans le contexte des narratifs contestés qui ont structuré les luttes politiques en Irak depuis la période du protectorat britannique dans les années 1920. Ces narratifs, et les dynamiques politiques auxquels ils sont liés, concernent trois aspects: les fondements de la "nation irakienne" dans la résistance à l'occupation; les luttes entre narratifs rivaux pour le pouvoir central; les solidarités transnationales et internationales impliquant des groupes ou acteurs irakiens.

Mais dire que la violence politique en Irak s'inscrit dans la trajectoire historique de l'Etat irakien, ne signifie bien évidemment pas que l'invasion de 2003 n'en a pas été le déclencheur et parfois même le moteur. Cela veut tout simplement dire que les forces intervenantes, victimes d'une série de décisions politiques et militaires reposant sur des postulats naïfs, ont attisé involontairement des violences politiques dont les conditions de possibilité se trouvent dans une histoire au long cours. Ceci signifie donc aussi que ce n'est pas simplement le renversement de Saddam Hussein qui explique les développements ultérieurs (notamment les violences « inter-irakiennes ») selon un schéma bien connu. Il faut aussi – et surtout – tenir compte des interactions complexes suscitées par la rencontre entre une présence militaire étrangère et la trajectoire historique de l'Etat irakien.

Concernant le deuxième aspect, les évolutions du conflit irakien pendant et à la suite du « *surge* » américain (2007-2009) doivent être analysées comme « moment » où la dynamique des conflits politiques internes à la société irakienne l'emporte définitivement sur la logique d'opposition à la présence militaire étrangère, aidé en cela par la perspective du retrait et par le changement d'approche politique américains. Les évolutions subséquentes du conflit, à commencer par le déclin significatif des niveaux généraux de violence à partir de la fin 2007, découlent donc davantage de la dynamique propre du conflit (dont le « *surge* » fait partie) que de la stratégie contre-insurrectionnelle américaine proprement dite. Cette dernière a néanmoins joué un rôle central en permettant de reviser à la baisse les buts de guerre américains et en amorçant un soutien relativement

systématique aux groupes armés des « fils de l'Irak », soutien qui participe de la dynamique de fragmentation de la société politique irakienne.

Cela ne veut pas dire que l'Irak court inévitablement aujourd'hui vers la fragmentation « tribale » ou « ethnique » puisque, précisément, les luttes politiques tournent autour du « centre » en tant qu'enjeu et objet de lutte. Le repli sur le « local » est généralement défensif plutôt que sous-tendu par un projet politique affirmatif. Il n'en demeure pas moins qu'une telle dynamique, endogène à la relation conflictuelle, ne peut pas être simplement reproduite en transposant des approches, des techniques, des effectifs, voire le général Petraeus lui-même, de l'Irak vers l'Afghanistan. Concernant le dernier aspect, il est aujourd'hui quasi-certain que personne n'osera ouvertement remettre en question le principe du retrait des troupes de USF-I en décembre 2011. En effet il faut souligner que l'administration Obama a en commun avec la classe politique irakienne de ne pas montrer le moindre signe de vouloir ralentir le retrait des forces américaines.

Par ailleurs, personne ne croit au scénario de la guerre civile totale causant un effondrement du régime et une dissolution des forces de sécurité irakiennes. Ce scénario n'avait semblé possible en 2006 que parce que l' « ancienne garde » avait été globalement exclue de ces forces. Cela n'est plus le cas aujourd'hui. Reste alors notamment l'hypothèse, possible, d'une reconversion des troupes américaines de USF-I au sein du NTM-I (OTAN) non directement concerné par « l'accord de sécurité », leur permettant alors de rester au-delà de décembre 2011. Mais quoiqu'il en soit, il faut certainement relativiser l'importance du retrait de décembre 2011 dans la mesure où le maintien de « conseillers » américains – souvent civils et/ ou privés - au sein des différents ministères et services irakiens est acquis d'avance et que le département d'Etat américain dispose déjà de ressources considérables dans le pays. Par ailleurs, le degré d'influence des forces américaines sur les forces de sécurité irakiennes ne saurait en aucun cas être surestimé, et cela quand-bien leur présence se fait de moins en moins visible.

Deux incertitudes majeures importantes demeurent:

1) Tout d'abord celle des « zones disputées » où les relations et équilibres intercommunautaires sont l'objet de luttes de pouvoir et de déplacements internes (volontaires ou involontaires).

2) Les « Fils de l'Irak » constituent le vecteur principal d'intégration de nombreux Sunnites au sein du « nouveau régime » à défaut d'avoir un processus de « réconciliation nationale » par le haut. Or, leurs paiements sont souvent retardés, les tentatives de les intégrer dans les forces de sécurité a été une déception et un certain nombre d'entre eux ont été arrêtés pour des raisons qui semblent politiques. La question de la représentation des Sunnites au sein du système politique irakien demeure donc posée.

## **Conclusion**

Dans la conclusion générale de l'étude nous tentons d'abord de montrer les limites inhérentes aux analyses en terme d'insurrection et de contre-insurrection, notamment lorsque celles-ci tendent à vouloir définir un ensemble de tactiques, de techniques et de procédures efficaces en la matière et à portée générale. Ensuite, elle met en exergue des éléments de comparaison et de distinction entre les deux études de cas du rapport que sont les conflits irakien et afghan, cela pour montrer la singularité de ces deux « théâtres d'intervention » et donc les limites de la logique de transposition de doctrines, de concepts, de techniques... Enfin, elle propose un certain nombre de recommandations de nature politico-stratégique concernant l'engagement occidental dans le conflit afghan.

\*\*\*

## **Introduction**

*“The strategic challenges faced by loyalists can only be understood once the doctrine of the insurgent is known”*. This quote by French counterinsurgency pioneer David Galula usefully reminds us that conflict between an “insurgent” and a “counterinsurgent” must foremost be viewed as a *relationship*. The very “doctrine” and “strategic challenges” of the one or the other protagonist must therefore be interpreted as a

dynamic and complex interaction. It is, in this case, ineffective and irrelevant to frame “counterinsurgency” separately from “insurgency” – or *vice versa*.

The definition of “insurgent” phenomena is, for that matter, never innocent: calling a party to an ongoing conflict an “insurgent” amounts to indirectly positing that its enemy is, by contrast, “legitimate”. The example of Iraq is a good reminder that utmost prudence is in order when labelling armed groups “insurgents”. No firm distinction between “good” and “bad” insurgents ever seems to hold sway.

Counterinsurgency itself cannot escape such effort at contextualising: mentioning a “Sociology of Counterinsurgency” in the year 2010 means setting oneself within the conceptual framework recently put forth by a few American military officers through the rediscovery of a long ignored classical doctrine: counterinsurgency. Often viewed as the main doctrinal acquisition of the occupation of Iraq, it is colloquially referred to as “COIN”. Its implementation since the mid-2000s by the American contingent there has been presented as the key to the shift in the security situation observed during the “Surge”. However, for all its current popularity, COIN is a momentum for internal reform within the US Armed Forces and for a largely media-driven rehabilitation of the US campaign in Iraq, rather than a truly coherent military *modus operandi*.

This study is structured in three parts. First, it explores the issues related to an elusive 'sociology of counterinsurgency' by attempting to answer the dearth of sociology that seems to beset contemporary counterinsurgency (Chapter I). It then applies this political sociology template to the analysis of the concrete issues of the Afghan conflict, with a view to a better understanding of the social aspects of war (Chapter II). Finally, this study looks back at the Iraq conflict and examines in what ways the 'surge' is responsible for the reduction of violence from 2008, and which are the issues of the transition from counterinsurgency to stabilisation (chapter III).

## Chapter I

It might even be said that COIN has become so popular that it has entirely overshadowed its alleged *raison d'être*: insurgency itself! In fact, whilst contemporary advocates of COIN repeat the mantra that “*all counterinsurgency is political*”, those who have offered an update of the paradigm of counterinsurgency conceived by Mao Tse Tung in the 1930s are few and far between. The time-honoured principles that “COINistas” derive from it either completely avoid mentioning any definition of insurgent phenomena or smack of long outdated perceptions of the enemy. Wedged between colonial and “orientalist” prejudice on the one hand, and “Maoist” set-piece models on the other, COIN, a.k.a. the “Petraeus Doctrine”, is often little more than “counterinsurgency without insurgents”.

Therefore, charting a *Sociology of Counterinsurgency* may well be a first step towards addressing the dearth of sociology which current counterinsurgency seems to suffer from. If “*turning the loyalty of the people*” (Nagl) is indeed the final objective of the counterinsurgency effort, how can it be achieved when no attention is ever paid to the complex dynamics of mobilisation and social transformation in contemporary insurgencies? It is surprising, to say the least, that the narrative of the “tribal flip” in Al Anbar, supposedly the Americans’ major success in Iraq, is hardly ever examined in its socio-political detail. A turning point of the war in Iraq, it remains the topic of heated controversies regarding its root causes as much as its long term consequences over the course of the conflict. There is in fact an inherent difficulty in COIN literature at paying heed to the historicity and the sheer variety of insurgency. By presenting insurgency foremost as a military phenomenon, it has led to ignoring what Galula had coined the “*causes of the insurgent*”. A “*Sociology of Counterinsurgency*” should, however, not be mistaken with a “*Sociology of Insurgency*” for it essentially raises the question of the *sociological production of counterinsurgent knowledge*. It is only as a result of this that one can embark on a reflection on the insufficiencies of the *Sociology of Insurgencies* as defined by the current “COINistas”.

Thus, rather than *directly approaching* the *Sociology of Insurgencies*, this study mirrors the dynamic interaction rightly pointed out by Galula: it is only by prodding along the social construction of the military notion of « counterinsurgency » – first in historical perspective and then through the lenses of Iraq and Afghanistan – that this study is to approach insurgency. It is only thereafter that a renewed framework for the analysis of insurgencies is summarily sketched out. The methodological tools drawn out from the *Sociology of Mobilisation* make it possible to recognise the “relational arena” of the conflict between insurgent and counterinsurgent, and the mechanisms likely to explain alliance “flips”, radicalisation or de-escalation of violence, all of which are now seen as tantamount to finding the Holy Grail of successful COIN.

It is thus halfway between a *Sociology of Counterinsurgency* and a *Sociology of Insurgents* that one can explore the causes, the institutional and epistemological expressions as well as the operational consequences, of the *systematic avoidance of the political dimensions* of military action which is affecting counterinsurgency. The recurring phenomenon through which the US Armed Forces cyclically rediscover, then reject “irregular wars” and their political dimension, has a lot to say about the historical conditions of that very *avoidance to even approach the concept*. It is reinforced by traumatic experiences in irregular warfare such as the Viet-Nam debacle or the battle of Mogadishu twenty years later. It is also fed by ignorance or overly selective contact with the *Sociology of Conflict*. As the heir to a sometimes paternalistic and colonial, otherwise World Bank-oriented utilitarian conception, and most generally “neo-maoist”, the very failings of COIN in describe the contemporary reality of *insurgencies* suggest that there is far more to them than just that. Following the footsteps of these who, like David Kilcullen or Simon Murden, have attempted to break the mould of “COIN” which they have largely contributed to designing, one is tempted to explore a *Sociology of Contemporary Insurgent Movements*. Then, building from the assessment of the limits of “Counterinsurgency Redux” (Kilcullen), it is by turning around the sequence between the “turn to violence” and “political mobilisation” that insurgency can at long last be viewed as a “social movement” – which is characterised by the possible resort to armed force – to various degrees.

It is by identifying the protagonists and the strategies at play – be they violent or non-violent – in Kosovo, East Timor and most recently Darfur, that *repertoires* (Tilly) of insurgent action can be recognised, thus offering renewed frameworks to analyse contemporary insurgencies. Embedded in conscious or unconscious *social transformation*, “post-maoist” insurgencies are in fact coherent endeavours on a *strategic scale*. Seemingly light-years away from the “political military organisations” of the maoist paradigm, these often lead the battle for minds towards *legitimacy contests on a world stage*. Painting a complex and ever changing picture, these “new look” insurgencies coexist and interact with other movements which seem, by contrast, to be cut along the lines of the most orthodox maoist theory, be they in Sri Lanka or Nepal. Finally, another type of insurgency exists altogether, a skillful synthesis, as in Rwanda or Sudan, of a maoist internal organisation with external “communication strategies of victimhood”. Claiming the overdue task of approaching insurgency through the lens of sociology is to embrace a degree of complexity and plasticity which shares very little with the formulaic and simplistic COIN principles that still shape counterinsurgency in Iraq and Afghanistan.

## Chapter II

Starting in 2006-7, Western governments have begun to publicly acknowledge the scope of the Afghan crisis. In the words of the Australian Secretary of Defence, Joel Fitzgibbon: « *We are winning the battles and not the war, in my view.*<sup>2</sup>». This realisation has led the United States to fundamentally reappraise their strategy, particularly so after the arrival of the new administration in 2008 and the commissioning of several strategic reviews. The counterinsurgency strategy proposed by General McChrystal in the summer of 2009 was the decisive break in this reorientation. Conceived by a team bereft of prior experience of Afghan society, this strategy has not delivered the expected effects. As of the summer of 2010, the general situation is one of general deterioration of the political and military situation. Taking into account the timelines imposed by political authorities, the coalition has locked itself into a straitjacket which it cannot undo, and which now makes negotiation with the Taliban the least undesirable option – in the opinion of several specialists. The war carried out by the coalition in Afghanistan has so far been a failure which is all the more disturbing that it was in large part foreseen. The coalition is marred by significant difficulties in reforming its practices, even when problems and solutions are well-known. Obstacles of two types prevent Western military forces from effectively adjusting their counter-insurgency effort: first, unfounded information about the country in which they operate, and second, a military doctrine unsuited to local conditions.

First, the failure, foretold though it was, raises questions regarding the sheer ability of Western military forces in understanding the type of environment it is confronted with. It also begs the question of whether they can draw existing expertise to adopt credible policies. Second, it must be said that some errors, up to a certain point, can be corrected and thus facilitate the inevitable phase of exit. However, beyond the necessary task of framing a new doctrine, the adaptation capability of the coalition is at stake. It is a bureaucratic machinery that is foremost oriented toward its own – very complex – management, rather than problem solving.

---

<sup>2</sup> *The Australian*, 16 décembre 2007.

It is therefore essential, in the first phase of this study, to approach the dominant perceptions of the coalition regarding Afghan society. This should cover in particular the issue of the tribes, the local dimension of politics, the role of the State, the nature of the insurgency and the relationship between aid and political stability. These cognitive obstacles help explain the devising of policies that have proved to be consistently at odds with Afghan realities on the ground. In a second phase, the very strategy of counterinsurgency must be analysed, through a presentation of its theoretical weaknesses and of the causes of its failures in the south of Afghanistan. Finally, one cannot escape analysing the practices – to be distinguished from the strategy – in that they are more durable, more local and general hardly shaped by theory. A part of the problem of Western counterinsurgents in Afghanistan is the choice of unsuited paradigms.

In the autumn of 2009, General McChrystal publicly developed his doctrine of “*shape, clear, hold, and build*” which is inspired from the Iraqi experience and has since become the official reference point of the coalition armies. However, five major differences between the theaters of Iraq and Afghanistan should be pointed out: 1) The Iraqi guerrilla is very fragmented, with very violent internal conflicts, whilst the Taliban are a coherent and relatively well organized movement. The radical elements of the Iraqi insurgency attacked the foundations of the Iraqi social order, thus provoking a backlash from the Sunni sheikhs. The situation is more complex in Afghanistan, where the Taliban are prudent in their relations with local stakeholders. 2) As opposed to the situation in Iraq, the Afghan tribes are not military units capable of defeating the Taliban. 3) The Iraqi guerrilla is essentially urban as opposed to the Afghan guerrilla, which causes obvious differences at tactical level. 4) The Iraqi guerrilla do not benefit from the existence of a sanctuary in a neighboring country, which is not the case of the Pakistan-supported Taliban. 5) The Iraqi state, even after the dissolution of its armed forces, is comparatively immensely more solid than the Afghan state.

It is therefore essential to stress the extent to which the Iraqi-inspired COIN is not applicable to Afghanistan, in particular in that its phase of ‘*clear*’ is not feasible and in that the Afghan partner cannot take the lead from the coalition. In addition, the choice of an operational focus on the South is a disaster. Running against the classical Clausewitzian wisdom, the US Command has been using limited forces to attack the enemy at its strongest point. More seriously so, a local success in the South would not lead to an overall defeat of the Taliban, whilst a local defeat would imply victory for the Taliban at national level.

The approach of the coalition mirrors a more general misconception by the international community and is still shaping a false understanding of the Afghan society and of the insurgency. Untested theories, or even theories that have clearly been proven to be erroneous, remain the building blocks of current coalition policies. One may mention in particular the role attributed to tribes or the obsession of the ‘local’ that had led to a systematic neglecting of national political issues, to the benefit of a econometric vision of individual behaviors. It is, however, crucial to better assess the large scale networks and the national level political dynamics as an indispensable basis for the conception of counterinsurgent policies, including at local level. Thus, against conventional wisdom, the state is not illegitimate in Afghanistan. To the contrary, there is a strong demand for more state assertiveness. The Taliban are also not a collection of local groups. They form a national insurgency bent on a global strategy. The coalition, in not understanding its enemy, has systematically devised ineffective strategies. Finally, although this has been oft denounced by numerous experts, the myth which posits that development leads to political stabilisation remains one of the major elements framing the policies of the coalition.

### **Chapter III**

The case study on insurgency and counterinsurgency in Iraq, that has benefited from two weeks field research in Baghdad and Diwaniyah, has focused on the after-surge (since 2009). Indeed, the latter sequence of the conflict is still largely under-analyzed. However, more broadly, this part of the final report has insisted on three aspects: first, the characteristics of the overall conflict that are generally downplayed by dominant discourses; secondly, the mechanisms that explain the transformations of the conflict at the moment of and after the surge, in particular the steady decline in overall levels of violence since the end of 2007; thirdly, the changes in the US forces’ interventionist behavior in Iraq in the context of the progressive withdrawal of Western troops since 2009.

As far as the first aspect is concerned, it appears that the concepts of insurgency and counterinsurgency are far from being self-evident in the case of the Iraq war. Indeed, in the first formative years, the very notion of “legitimate government” was highly contentious and contested. Moreover, the



expressions "insurgent group", "militia", "special group" have blurred the definition of what an "insurgency" actually is in the Iraqi context. It is therefore important to specify that this chapter adopts a very flexible, broad and loose definition of both insurgency and counterinsurgency.

When trying to analyze the Iraqi conflicts (or the multiple aspects and dimensions of the Iraqi conflict) sociologically, it appears that the forms of political violence that have unfolded in Iraq after 2003 have to be interpreted in the context of the contested narratives that have structured political struggles in Iraq since the times of the British protectorate in the 1920s. These narratives, and the political dynamics to which they are linked, concern three aspects: the foundation of the "Iraqi nation" in relation to resistance to a foreign occupation; the struggle between rival narratives over the control of central power; the transnational and international networks of solidarity of which Iraqi groups or actors are part.

But the claim according to which political violence in Iraq is inseparable from the broader historical trajectory of the Iraqi state does in no way imply that the 2003 invasion has not been its immediate trigger or has not fuelled it. It only means that the intervening forces, trapped by their own political and military decisions initially based on naïve beliefs, have unintentionally bred a violence that was largely predictable in the light of the country's recent political history.

It also means that it is not only the overthrow of Saddam Hussein that explains the subsequent developments (in particularly the violence amongst Iraqis) following a well known line of thinking. One has indeed to account for the complex interactions between the foreign military presence and the historical trajectory of the Iraqi state.

As far as the second aspect is concerned, the developments in the Iraqi conflict prevailing during and after the surge (2007-2009) have to be analyzed as the "moment" when the dynamic of the internal struggles over power in Iraq take the upper hand and push the opposition to the multinational coalition to the background. This trend has been reinforced by the perspective of the withdrawal and the changes in US policies towards Iraq and its constituent groups and/ or communities.

The transformations of the conflict that ensued, and that ultimately led to a decline in general levels of violence in 2007 and 2008, are hence less the result of US COIN as such than the consequence of the overall dynamic of a conflict of which the "surge" was only a very small part. US COIN has nevertheless played an important role by allowing the US to pursue less ambitious war aims and by strengthening US support to the Sons of Iraq. This support has however further fragmented Iraqi political society.

But this does not mean that Iraq would currently be on a "crash course" towards "ethnic" or "tribal" fragmentation. Indeed, Iraqi political struggles are still very much focused on the centre, on Baghdad, the control of which is ultimately what is at stake in the current internal conflict. Parochialism and the turn to "local communities" as opposed to national institutions is rather defensive than underpinned by an affirmative political project offering a credible alternative to the Iraqi state.

It is however important to remind that such a dynamic, largely endogenous to the conflict at hands, cannot be simply reproduced in Afghanistan by the mere transfer from Iraq of approaches, techniques, troops, or of general Petraeus himself. The Afghan conflict has a logic of its own.

Concerning the third and last aspect, it is today nearly certain that no one in Iraq will openly question the principle of withdrawal of USF-I troops by December 2011. Moreover, both Obama and the Iraqi leadership refrain from showing any sign of wanting to slow down the withdrawal of US troops.

Furthermore, nobody in Iraq believes in the scenario of civil war leading to a crumbling of the current regime and a dissolution of Iraqi security forces. This scenario had only seemed possible in 2006 because the "ancient guard" had been excluded from the security forces. This is not the case any longer. But there remains the possibility that some US troops will be able to stay beyond 2011 by integrating them under NTM-I (NATO) the presence of which is not directly concerned by the Security Agreement. But, in any case, the meaning of the December 2011 withdrawal deadline has to be toned down. Indeed US Advisors, often contractors and/ or civilians, will remain and US Department of state will have significant capabilities in Iraq. Finally, the degree of influence on the part of the US forces on the Iraqi forces cannot be overstated and this in despite of the attempts made to make US presence less visible.

Two major uncertainties will play an important role in the future developments of the conflict:

1) the "disputed areas" where inter-communal relations and balances (between Arabs and Kurds) are very tense and where US attempts to diffuse tensions usually have failed.

2) The Sons of Iraq are today the main line of integration of Sunnis into the fabric of the "new regime" in the absence of a top-down "national reconciliation". But the attempts to integrate Sons of Iraq into the Iraqi security forces has been a disappointment and some high-profile member have been arrested for reasons deemed political. The question of the future representation of Sunnis by the Iraqi political system thus remains open.

### **Conclusion**

In the general conclusion, we have first tried to shed light on the inherent limits of the analyses in terms of insurgency and counterinsurgency, in particular when they are said to allow for the outlining of tactics, techniques and procedures deemed efficient in all cases. Thereafter we have highlighted the similarities and differences between our two case studies, Iraq and Afghanistan, while focusing on the problematic nature of current attempts to transfer knowledge and know-how, doctrines and practices, from Iraq to Afghanistan. The specificities of each of these two terrains are generally more important than the similarities and the peculiar characteristics of the Afghan conflict has to be thoroughly understood. Finally, the conclusion outlines some tentative recommendations concerning Western engagements in the context of the Afghan conflict.